



LE STOCKAGE DE MAZOUT EN WALLONIE

REGLEMENTATION
EN VIGUEUR

**PERMIS D'ENVIRONNEMENT
CONDITIONS INTEGRALES
RESERVOIRS EXISTANTS
RGPT**



MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT

DIVISION DE LA PRÉVENTION ET DES AUTORISATIONS

DIRECTION DE LA COORDINATION DE LA PREVENTION DES POLLUTIONS



Edition février 2004

UNE DECLARATION OU UN PERMIS D'ENVIRONNEMENT POUR QUI ?

Pour tous les dépôts de mazout d'une capacité supérieure ou égale à 3.000 litres, quel que soit le nombre de réservoirs, tant pour les installations privées que publiques.

Depuis le 1^{er} octobre 2002, de tels dépôts sont soumises à la nouvelle réglementation relative au permis d'environnement. Les dépôts de 3.000 à 25.000 litres sont couverts par une procédure simplifiée (déclaration auprès de la commune concernée) tandis que les dépôts de plus de 25.000 litres nécessitent un permis d'environnement ou un permis unique délivré par le Collège des Bourgmestre et échevins.

QUELLES CONDITIONS D'EXPLOITATION ?

Les réservoirs nécessitant une déclaration sont soumis aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service (*MB 29/10/2003 – ev 29/11/2003*).

Il existe deux catégories de réservoirs, les réservoirs aériens (en cave, dans le jardin, en fosse non remblayée) et les réservoirs enterrés (enfouis directement dans le sol ou en fosse remblayée).

Les nouveaux réservoirs sont à simple ou double paroi et doivent respecter des normes de construction, de transport et de raccordement qui leur sont applicables. Ils sont placés sous la surveillance d'un expert compétent (IS) qui remet un certificat d'étanchéité et de conformité de l'installation. Les épreuves d'étanchéité périodiques sont effectuées par des techniciens agréés (US ou dépression).

A dater du 1^{er} janvier 2005, tous les réservoirs doivent être équipés d'un dispositif anti-débordement et les réservoirs parallélépipédiques enterrés doivent être enlevés ou inertés.

VALIDITE DES PERMIS EXISTANTS

Les permis RGPT existants et les permis d'environnement de classe 2, délivrés entre le 1er octobre 2002 et le 29 novembre 2003 restent valables jusqu'au terme fixé dans le permis.

LES TESTS D'ETANCHEITE, QUOI DE NEUF ?

Actuellement, tous les réservoirs de mazout enfouis (destinés au chauffage des bâtiments), simple ou double paroi, de dix ans et plus (au 1^{er} mars 2001), ainsi que leurs tuyauteries doivent subir un test d'étanchéité.

- Les réservoirs dont l'acquisition date d'au moins trente ans ou pour lesquels cette date ne peut être établie et les réservoirs dont l'acquisition date de vingt à vingt-neuf ans devaient réaliser un test d'étanchéité respectivement avant le 1er janvier 2003 et 2004 ;
- Quant aux réservoirs dont l'acquisition date de dix à dix-neuf ans, ils doivent réaliser un test d'étanchéité avant le 1^{er} janvier 2005.

Les réservoirs aériens existants sont soumis à une vérification visuelle par un technicien agréé avant le 1^{er} janvier 2005.

PERIODICITE DES TESTS D'ETANCHEITE ?

Les réservoirs enfouis à simple paroi et leurs tuyauteries sont soumis à une épreuve d'étanchéité :

1. tous les dix ans, pour les réservoirs dont l'acquisition date de dix à vingt ans ;
2. tous les cinq ans, pour les réservoirs dont l'acquisition date de vingt-et-un ans à trente ans ;
3. tous les trois ans pour les réservoirs âgés de plus de trente ans ou dont la date d'acquisition ne peut être établie.

Les réservoirs aériens et leurs tuyauteries sont soumis à une vérification visuelle tous les dix ans.

Les réservoirs double paroi et leurs tuyauteries sont également soumis à une épreuve d'étanchéité avec une périodicité de dix ans.

La périodicité se calcule à partir de la date de l'arrêté d'autorisation d'exploiter ou de celle du dernier contrôle effectué.

Les tests réalisés entre le 12 août 1987 et le 1^{er} avril 2001 restent valables pour la période fixée dans le certificat, soit 10 ans quel que soit l'âge du réservoir.

EXEMPLES

1. Votre réservoir est nouveau et a fait l'objet d'une autorisation en date du 5 mars 1998 et il n'a jamais fait l'objet d'un test d'étanchéité.

Le premier test doit être réalisé au plus tard le 4 mars 2008.

2. Aujourd'hui votre réservoir, dûment autorisé, a 15 ans et il n'a jamais fait l'objet d'un test d'étanchéité.

Le premier test doit être effectué au plus tard pour le 31 décembre 2004. Si le test est réalisé le 14 mai 2004, le prochain test devra donc avoir lieu 10 ans plus tard, soit avant le 14 mai 2014. Il aura alors 25 ans et le test suivant devra être réalisé avant le 14 mai 2019.

3. Aujourd'hui votre réservoir, dûment autorisé, a fait l'objet d'un test d'étanchéité entre le 12 août 1987 et le 1^{er} avril 2001 – soit le 21 juin 2000.

Le second test aura lieu 10 ans plus tard, soit avant le 21 juin 2010. Le test suivant devra être réalisé suivant la périodicité classique.

QUELS SONT LES TESTS D'ETANCHEITE RECONNUS ?

Trois types de tests d'étanchéité sont actuellement reconnus, le test aux ultrasons, le test par dépression ainsi que l'épreuve hydraulique.

QUI PEUT REALISER UN TEST D'ETANCHEITE ?

Depuis le 1^{er} avril 2001, tous les tests d'étanchéité aux ultrasons doivent être réalisés par des « techniciens ultrasons » agréés suivant la procédure définie par le Gouvernement wallon. Il

en est de même pour les tests par dépression qui sont également réalisés par des techniciens agréés « Dépression ».

Une liste est disponible sur le site Internet de la DGRNE ou en consultant les différents services dont les coordonnées figurent en fin de brochure.

QUE SE PASSE-T-IL APRES LE TEST OU LA VERIFICATION VISUELLE ?

A la suite de ce test, le technicien remet un certificat conforme au certificat type tel que défini par le Gouvernement wallon et une plaquette de couleur indiquant la conformité de l'installation et le résultat du test, la validité, le nom et les coordonnées du technicien, l'adresse du réservoir et le numéro du certificat. Cette plaquette est scellée sur la conduite de remplissage du réservoir.

Suivant le résultat du test et la conformité de l'installation, la plaquette est de couleur :

1. verte : le réservoir et les tuyauteries sont en règle ;
2. orange : le réservoir et les tuyauteries sont étanches mais certaines réparations s'avèrent nécessaires ;
3. rouge : le réservoir et/ou les tuyauteries sont non étanches.

Seuls les réservoirs pourvus d'une plaquette verte peuvent être remplis et utilisés. Les réservoirs munis d'une plaquette orange peuvent encore être remplis pendant une période transitoire de 6 mois maximum, prenant cours le mois du contrôle. Ce délai est destiné à la mise en ordre de l'installation. Quant aux réservoirs portant une plaquette rouge, ils ne peuvent plus en aucun cas être remplis.

QUE FAIRE POUR METTRE SON RESERVOIR HORS SERVICE ?

1. Le réservoir est vidé, dégazé, nettoyé et enlevé. Les tuyauteries sont vidées et démontées.
2. S'il n'est pas possible d'enlever le réservoir, celui-ci est rempli de sable ou d'un autre matériau inerte équivalent.

Les entreprises réalisant des nettoyages de citernes peuvent être trouvées dans les pages d'or à la rubrique 7357 ou sur le site: www.pagesdor.be.

LES DEPOTS EN ZONES DE PREVENTION DE PRISE D'EAU POTABILISABLE

Dans ces zones, l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraines, aux zones de prises d'eau et de prévention et de surveillance, impose le système de la « *double enveloppe* » à tous les réservoirs enterrés et l'encuvement pour les réservoirs aériens ou situés en cave d'une capacité supérieure à 500 litres.

Pour la mise en conformité de ces réservoirs, des subsides sont débloqués dès la désignation d'une zone de prévention suivie par la remise du programme des travaux par le producteur d'eau, conformément aux dispositions de l'arrêté du 18 mai 1995 relatif au financement de la protection des eaux potabilisables. Il est donc conseillé de prendre contact avec, soit le

distributeur d'eau concerné par la prise d'eau, soit la commune, soit encore la Division de l'Eau, Direction des Eaux Souterraines à Jambes (081/33.50.50).

REFERENCES LEGALES

1. Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947, notamment son titre III :
 - Arrêté du Gouvernement wallon du 03 juillet 1997 en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables visant à autoriser les tests aux ultrasons (*MB 12/08/97*).
 - Arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2000 modifiant le titre III en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables (*MB 17/01/01*).
2. Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (*MB 8/6/99 err. 22/12/99*) :
 - Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service (*MB 29/10/03*).

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES...

Les renseignements contenus dans cette brochure représentent un résumé succinct de la réglementation visant le stockage de mazout des particuliers ; elle est donc incomplète.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES...

Les renseignements contenus dans cette brochure représentent un résumé succinct de la réglementation visant le stockage de mazout des particuliers ; elle est donc incomplète.

Téléphone vert : 0800 – 1 1901-

Division de la Prévention et des Autorisations :

☎ : 081/33.61.64.

fax : 081/33.61.22.(ou 33).

e-mail : dcpp.dpa.dgrne@mrw.wallonie.be

site Internet : <http://environnement.wallonie.be> > permis et prévention > experts agréés ...

Fédération belge des Négociants en Combustibles et Carburants : 02/502.42.00.

Informazout : 078/15.21.50.

Le service environnement de votre région ou de votre commune

Avenue Prince de Liège 15 • B-5100 Jambes (Namur) •

Tél. (081) 33 50 50 • Fax (081) 33 61 22

Numéro vert : 0800 1 1901 (informations générales)